

Déclaration conjointe de MM. François Hollande, Président de la République, et Matteo Renzi, président du Conseil italien, sur les relations franco-italiennes, la situation en Ukraine et en Libye et sur les questions européennes, à Paris le 24 février 2015.

Le Président : S'est tenu aujourd'hui le 32ème Sommet franco-italien, mais le premier, avec Matteo RENZI. Et nous avons abordé beaucoup de sujets. D'abord des sujets internationaux, et ensuite des sujets bilatéraux.

Sur la situation internationale, nous avons parlé d'abord de l'Ukraine, puisque, au moment même où nous réunissons, il y avait un « Sommet » si je peux m'exprimer ainsi format Normandie, avec les quatre ministres des Affaires étrangères, russe, ukrainien, français, allemand, et la position qui a été adoptée, ça a été le respect de l'accord de cessez-le-feu et l'accord de Minsk dans son intégralité. Et nous avons, Matteo RENZI et moi-même, confirmé cette exigence de cessez-le-feu, et l'ensemble des étapes prévues par l'accord de Minsk, sans aucune dérogation et sans aucun retard.

Nous avons ensuite et c'est une préoccupation partagée parlé de la situation en Libye et des initiatives que nous pouvons prendre. La France soutient tous les efforts de l'Italie pour que nous puissions, au niveau le plus élevé, c'est-à-dire les Nations unies, trouver des réponses à une situation qui est celle du chaos, et donc du terrorisme. La première exigence, là encore, c'est de trouver un accord politique entre les différentes factions, et faire qu'il puisse y avoir un gouvernement, un parlement, une banque centrale, et une seule, si c'est possible, à chaque niveau.

Ensuite, nous avons aussi parlé légitimement de ce que nous pouvons craindre des trafics qui se multiplient, trafics d'êtres humains, de transports d'êtres humains, et qui aboutissent à ce que des familles entières puissent être menacées de disparaître en pleine mer, ou si ces familles arrivent jusqu'à nos côtes, c'est-à-dire notamment les côtes italiennes, avoir à ce moment-là une situation humanitaire très difficile.

Le lien a été établi par nos ministres de l'Intérieur entre les trafics et le terrorisme. Ce sont souvent des troupes terroristes qui font les trafics, et les trafics qui entretiennent financièrement les groupes terroristes. Aussi, a-t-on pu, là-dessus, demandé à l'Europe de renforcer considérablement ce que l'on appelle « l'opération Triton », et qui consiste tout simplement à une surveillance des frontières, et à une action aussi efficace que possible par rapport à ces mouvements de population. Il faudra faire davantage, et nous avons ouvert l'idée de faire un accord de développement avec les pays riverains de la Libye, pour que des réponses puissent être apportées à ces populations qui se sentent en danger, en insécurité en restant dans leur propre pays.

Nous avons ensuite abordé les questions bilatérales, et je vais insister sur l'une d'entre elles. En 2001, c'est-à-dire il y a plus de quatorze ans, il y a un accord qui a été passé pour le lancement d'une ligne, le Lyon-Turin, ligne ferroviaire, et pour que des travaux puissent être engagés. Il a

fallu attendre aujourd'hui pour que nous puissions enfin traduire cet accord et engager une double opération. La première, c'est de pouvoir avoir les actes juridiques permettant le lancement des travaux, qui seront effectifs à partir de 2016, et la seconde opération, qui est d'aller chercher les financements pour un ouvrage qui va représenter 3 milliards d'euros, et nous pouvons attendre de l'Union européenne, 40 % de financement. Nous pouvons maintenant dire que le Lyon-Turin est non seulement acté, mais lancé. Sa réalisation prendra encore du temps, mais il n'y a plus aujourd'hui aucun frein, aucun obstacle pour aller vers la réalisation de cet ouvrage.

Nous avons ensuite abordé, avec des chefs d'entreprise de nos deux pays, la situation économique, et ce que nous pouvons faire en matière de soutien à l'investissement. Nous avons fait le même constat : la reprise est là. Elle est encore trop timide. La croissance repart, pas assez fortement pour réduire le chômage, même si, dans nos pays, nous voyons des signaux qui commencent à être plus optimistes, ou plus confiants par rapport à l'avenir. Mais nous devons entretenir, soutenir, amplifier encore ce processus. Et c'est la raison pour laquelle des chefs d'entreprise, qui représentent la variété de ce que l'on peut faire de mieux dans nos pays respectifs, se sont mis au travail dans un groupe bilatéral, et nous ont fait plusieurs propositions. La première de ces propositions, c'est de présenter un programme d'investissement commun, franco-italien donc, pour être éligible au Plan Juncker. La seconde proposition, c'est de pouvoir harmoniser nos règles pour notamment sur le marché de l'énergie, mais pas seulement sur le marché de l'énergie être les plus capables d'attirer des investissements venant de l'étranger, et aussi nourrir nos propres investissements venant de capitaux domestiques de nos deux pays. Enfin une troisième proposition, qui est de constituer des fonds de capital-risque, pour que nos PME, pour que nos entreprises les plus innovantes puissent être financées, y compris dans le cadre des ressources qui seront dégagées dans le Plan Juncker.

C'est très important qu'on puisse montrer une commune volonté entre la France et l'Italie. Volonté de croissance, c'est ce que nous avons porté ensemble, Matteo RENZI et moi-même, dans les Conseils européens. Nous sommes de plus en plus entendus. Volonté également d'investissements, c'est ce que nous avons voulu, avec le Plan Juncker. Et volonté de réformes, de réformes structurelles, il y en a en Italie, nous les saluons, il y en a en France, nous les voulons et nous les appliquons, et nous continuerons à le faire. Et c'est parce que nous avons cette volonté de croissance et de réformes, que nous pouvons avoir notre rythme pour la réduction des déficits publics, même si ce mouvement est engagé, et qu'il ne sera pas mis en cause. Nous avons également, et j'en terminerai là, évoqué deux grands événements qui vont se produire dans l'année 2015 : l'Exposition universelle de Milan, qui sera pour l'Italie mais aussi pour l'Europe, une grande occasion pour parler alimentation, pour parler développement durable et donc pour commencer aussi à parler de la Conférence sur le climat. Et le deuxième événement, c'est celui de Paris, de la Conférence sur le climat, qui devra être préparée, et il y a un certain nombre de réunions qui se tiendront en France et en Italie pour y parvenir. Donc, vous nous voyez aujourd'hui, vous nous reverrez demain.

Le Président du Conseil italien : Merci, François ! Merci, Monsieur le Président. C'est le premier Sommet franco-italien auquel le nouveau gouvernement italien participe, et c'est pour moi la première occasion que j'ai, d'être l'hôte dans la conférence de presse de François. Effectivement, le président HOLLANDE m'avait déjà invité dès que j'ai été nommé président du Conseil il y a un an, et je fais référence à cette date parce que je regarde la France et l'Italie d'aujourd'hui avec un regard différent.

L'Europe à l'époque n'était que de l'austérité. Et aujourd'hui, grâce à l'action commune de France et d'Italie, le terme « croissance » est entré dans le vocabulaire italien. Ce n'est plus un gros mot, mais c'est vraiment le mot-clé de l'avenir de notre continent. Aujourd'hui, la situation de notre économie est plus positive ! Il ne pleut plus. Bon, le soleil n'est pas encore sorti, mais on commence à voir un arc-en-ciel. De ce point de vue-là, tout le travail qu'on a fait ensemble, dans beaucoup de domaines, à Paris d'ailleurs, ont amené un résultat concret. La direction de l'économie européenne a changé et ça, c'est quelque chose de très important, dont je voudrais souligner le résultat et savoir gré à François.

Notre Sommet est un moment très important, même à nos yeux. François a dit récemment le Japon

notre Sommet est un passage très important, grâce à ce que François a dit concernant la « Lyon-Turin » par exemple. Je souligne également les accords avec l'ENEA et l'Agence spatiale italienne, et leurs homologues français, et je souligne également je le dis pour le journaliste italien le scénario économique est très intéressant. Si vous regardez les titres d'Etat et leur rendement, nous avons des chiffres record. Si nous laissons la croissance donner ses effets, l'Europe a vraiment la possibilité de revenir sur la scène internationale, telle qu'elle devrait l'être. Je dirais qu'elle devrait être vraiment le phare de la civilisation dans le monde.

Je pense que l'Italie et la France peuvent donner leur contribution au travail européen, en faisant ce que l'Europe devrait faire l'Europe doit rendre plus gentil, plus beau notre monde et devrait donner la possibilité d'avoir des valeurs culturelles, spirituelles qui deviennent vraiment les moteurs de la vie de notre continent et de notre époque ! C'est pour cela que je suis reconnaissant pour le travail que François, avec Angela, a fait pour l'Ukraine. Nous ne manquons pas de montrer notre support au Groupe de Normandie et au travail que François a fait avec la chancelière MERKEL, en allant d'abord à Kiev et ensuite à Moscou pour les Accords de Minsk ! Je pense qu'il est important également que le thème, le sujet de la Libye ne soit pas simplement un problème italien, mais qu'il s'agisse d'une priorité pour l'Europe entière. Et c'est une priorité pour la Méditerranée, qui ne peut pas être un cimetière, mais qui ne peut pas être une banlieue non plus de notre continent ! C'est le cur de notre continent, et la priorité de la Libye, pour laquelle la France a convoqué une réunion du Conseil de sécurité de l'ONU, est une priorité qu'il faut absolument souligner.

En conclusion, je dirais que nous nous sommes rendu compte de l'envergure du défi que nous devons affronter. Il y a une semaine, lorsque, le 11 janvier, nos amis français nous ont rappelé, ce que les Français appellent « l'esprit du 11 janvier », nous nous sommes retrouvés ensemble à marcher avec les leaders européens, et non seulement européens, et surtout avec des centaines de milliers de Parisiens, de Français, d'Européens, pour donner un message clair, c'est-à-dire notre époque ne peut pas craindre l'avenir. Notre Europe ne peut pas craindre demain. Et malgré la douleur, la terreur parfois qui est semée, nous avons des valeurs majeures, des valeurs beaucoup plus importantes, et si je pouvais tirer une conclusion de notre Sommet, qui est très important, et auquel tous les ministres ont contribué, si l'on doit parler bien sûr on peut parler des réformes structurelles, de la loi Macron, qui est très importante, ou du « Jobs Act », qui est une loi importante de l'Italie, on pourrait discuter des réformes institutionnelles, constitutionnelles, de tout ce que nos pays doivent faire.

Mais il y a un point-clé, c'est que le mandat que l'Italie et la France ont vis-à-vis de l'Europe, vis-à-vis du monde, c'est de rendre précieuses, grâce à leur beauté, à leur force, les valeurs constituant l'ADN de notre continent et son identité. Pour toutes ces raisons, je voudrais remercier personnellement François, parce que depuis le premier Conseil européen, qui était un conseil extraordinaire sur l'Ukraine, jusqu'au dernier qui était encore consacré aux questions extraordinaires mais il y en aura d'autres avec des sujets assez ordinaires nous avons mené un travail commun, partagé et les ministres en sont l'exemple qui a été très important pour moi, dans ma première année de gouvernement. Donc merci François, bon courage. En 2015, on va faire encore plus dans les réformes, ce n'est qu'un début, et nous allons le faire avec une grande détermination.

Journaliste Media 7 : Bonjour. Une question pour le président RENZI sur la Libye. Jeudi, il y aura cette tentative de l'envoyé spécial des Nations unies en Libye. Toutes les chancelleries veulent et cherchent un rôle accru de l'ONU. Mais en cas d'échec, quel serait la stratégie alternative ? Vous en avez parlé avec le président HOLLANDE ? Est-ce que ça reste d'actualité ? Une mission par exemple de « peace keeping », de maintien de la paix ? Et quel pourrait être le rôle de l'Italie ? Est-ce que vous en avez parlé avec le président HOLLANDE ? Et sur l'Ukraine, nous aimerions savoir si vous avez trouvé un consensus, en particulier en vue de la prochaine mission à Kiev et à Moscou ?

Le Président du Conseil italien : Très rapidement. La ligne que nous avons sur l'Ukraine, c'est la même depuis la rencontre de Normandie. Les rencontres de Minsk, la rencontre de Milan, l'approche de MERKEL, nous l'avons toujours réaffirmée, cette ligne, à savoir confirmer le «

paquet » de cessez-le-feu entier, avec toutes ses conséquences, et tout l'engagement concernant la sécurisation des frontières et la protection des prisonniers, mais dans le respect de la souveraineté de l'Ukraine et de ses frontières. Et je pense que nous tous, sommes convaincus que plus tôt on pourra résoudre la question de l'Ukraine, plus tôt la Russie devra revenir à la table des négociations internationales, afin de pouvoir donner sa contribution à la conclusion des crises.

Moi, je n'étais pas encore Premier ministre, mais François était déjà président de la République et nous savons bien que le rôle de la Russie fut majeur et très important. Nous espérons donc, qu'on puisse vraiment pouvoir conclure, c'est la ligne des pays du G7 et la ligne des 28 pays qui a toujours été la même, c'est-à-dire le format MERKEL / HOLLANDE, le groupe de Normandie, c'est justement la série de rencontres de monsieur HOLLANDE, en tant qu'hôte, mais également en tant que négociateur, avec la Chancelière allemande, afin de pouvoir parvenir aux accords qui ont été conclus.

Donc, nous espérons pouvoir arriver à un accord pour la Libye, surtout des factions, parce que la paix en Libye, ce sont les Libyens uniquement qui peuvent la faire, ce sont les tribus qui doivent tout d'abord, arriver à un accord en Libye. Nous sommes disponibles à pouvoir contribuer et à travailler dans cette direction. Mais en cas d'échec, comme la France l'a fait la semaine dernière avec l'Egypte, d'appeler à une réunion du Conseil de sécurité, et nous allons demander qu'une intervention diplomatique de l'ONU puisse se faire.

Aujourd'hui, nous ne pensons pas encore à une opération de maintien de la paix. D'autant plus qu'il n'y aurait pas les forces logistiques pour le faire. On peut faire une opération de maintien de la paix, là où la paix doit être maintenue, là où il y a des frontières, des critères clairs, par exemple, au Liban. L'intervention, c'est une vraie intervention de maintien de la paix où bien d'autres parties du monde où la France et l'Italie interviennent. Mais aujourd'hui, le sujet de l'intervention, d'une opération de maintien de la paix de l'ONU n'est pas encore à l'ordre du jour. Il faut souligner quand même, que la Libye est la priorité. Parce que nous ne pouvons pas laisser la communauté internationale tourner la tête de l'autre côté. Parce qu'il s'agit d'un travail diplomatique. Cela ne concerne pas le nom ou la nationalité de l'envoyé spécial. Mais cela concerne une présence forte de la communauté internationale, qui puisse exercer une pression sur les tribus et sur les forces politiques de la zone, pour qu'elles arrivent à un point d'accord. Le président HOLLANDE a déjà souligné l'importance de l'investissement sur Triton. Les autres investissements de l'Europe ont été annoncés à hauteur de 15 millions de plus. Aujourd'hui, les ministres de l'Intérieur ont examiné la possibilité d'un autre passage avec l'Espagne, avec les autres pays intéressés, afin de permettre qu'il y ait une opération dans le respect du droit international, c'est-à-dire accueillir des éventuels naufragés repêchés en mer.

Mais le point clé dont nous avons discuté, c'est la Libye, qui est la priorité de la communauté internationale et non, un problème à déléguer à un pays européen. Sur cela, je pense qu'effectivement monsieur HOLLANDE est tout à fait d'accord.

Julien PONTIUS, Agence Reuters : Au-delà des mots sur la Grèce, êtes-vous prêts à diminuer les exigences de surplus budgétaires pour laisser monsieur TSIPRAS financer son programme social ? Est-ce qu'on peut aller au-delà des mots « il faut respecter la volonté du peuple grec », est-ce que vous pouvez faire ça pour lui ? Deuxièmement, monsieur DIJSSSELBLOEM a demandé à la France de respecter ses engagements budgétaires aujourd'hui. Est-ce que vous pouvez le rassurer, on sera bien sous les 3 % en 2017 ? Enfin, une question qui n'est pas d'actualité pour le sommet, mais une ressortissante française a été enlevée au Yémen. Est-ce que vous pouvez nous faire part des informations que vous avez ? Merci.

Le Président : Vous ne posez pas une question, vous en posez une série, qui, vis-à-vis de vos confrères et de vos consurs, n'est pas tout à fait correcte Ah bon, si vous vous êtes mis d'accord, c'est comme nous avec la Grèce ! C'est-à-dire que, depuis déjà plusieurs jours, l'Eurogroupe a travaillé, a demandé à la Grèce de confirmer des engagements, d'envoyer une lettre qui en était la preuve. L'Eurogroupe, avec la Commission, a travaillé sur cette lettre, a demandé à préciser des engagements.

Aujourd'hui même, il a été confirmé que le soutien à la Grèce serait prolongé et qu'il y aurait sûrement, comme pour tout autre pays. Pour l'Italie, pour la Grèce encore davantage, pour l'Italie, la France, nous sommes aussi dans des procédures qui peuvent être celles de l'évaluation, mais pour la Grèce encore davantage, la Grèce sera amenée, dans les prochaines semaines, à faire la vérification qu'elle respecte bien ses engagements.

Donc, je pense que c'est un bon compromis qui a été trouvé, qui est à la fois respectueux de ce qu'a exprimé le peuple grec, mais en même temps respectueux des règles que l'Union européenne et notamment la Zone Euro doit veiller à assurer la pleine garantie.

Pour ce qui concerne la France, elle respecte toujours ses engagements. Donc, elle les respectera pour les prochains mois et les prochaines années. Là aussi, nous avons à fournir des informations, à chaque fois qu'il nous en est demandé, à la Commission européenne.

Enfin, j'en arrive au sujet qui est le plus lourd, puisque nous avons appris qu'une de nos ressortissantes a été enlevée au Yémen, à Sanaa. C'est une jeune fille de 30 ans, qui travaillait pour la Banque mondiale, qui travaille pour la Banque mondiale et qui, dans le cadre de ses activités, a été enlevée devant un ministère au Yémen. Nous demandons que sa libération intervienne dans les meilleurs délais. Nous cherchons à la localiser et nous ferons tout pour qu'elle puisse retrouver la liberté.

Je saisis cette occasion douloureuse pour dire à tous nos compatriotes, qui sont dans des zones particulièrement difficiles, où il y a des risques pour leur propre sécurité, de tout faire pour se tenir le plus loin possible de ces zones. Parce qu'il y a des dangers réels, des dangers d'enlèvement, des dangers de terrorisme. Donc, tous nos ressortissants, là où on leur dit qu'il n'est pas possible de poursuivre une activité, et je rappelle qu'au Yémen, nous avons demandé à nos diplomates de se retirer, donc tous nos ressortissants, là où ils ne doivent pas rester au-delà de ce qui est strictement nécessaire, doivent se mettre le plus à l'abri possible de tout risque d'enlèvement ou de menace sur leur vie.

Mais je reviens à cette jeune femme, nous sommes d'ores et déjà mobilisés pour la retrouver et pour la libérer.

Marco CONTI, Il Messaggero : Monsieur le Président, vous avez parlé de réformes. Je voulais savoir si vous avez échangé, si vous vous êtes échangé des conseils ou des suggestions sur les réformes faites et puis si vous avez parlé de l'utilisation du décret pour les réformes. Vous avez parlé de l'ATV également, ce n'est pas simplement BERLUSCONI qui l'a dit, mais il y a également les syndicalistes. Et qu'est-ce que vous répondez à propos du TGV ?

Le Président du Conseil italien : Les modalités des lois en Italie sont régies par la Constitution. Nous faisons les décrets-lois lorsqu'il y a une nécessité et une urgence. Cela, c'est la réponse technique que je vous ferais. Si vous voulez une réponse politique, c'est très simple. Si les oppositions font de l'obstructionnisme, une fois, c'est compréhensible, deux fois, on peut le comprendre aussi, trois fois, on le comprend un peu moins.

Si les oppositions, dans toutes les étapes de la vie parlementaire italienne, choisissent la voie de l'obstruction parlementaire, c'est leur droit. Mais l'instrument, l'outil naturel que l'on appelle le décret-loi, est prévu par la Constitution et c'est une issue fatale. Donc, nous pourrions faire quelques décrets - lois en moins, s'il y avait moins d'obstructionnisme de la part de l'opposition. Par rapport aux modalités de nomination du président du Conseil, je vous rappelle que l'Italie est une République parlementaire et que dans la discussion constitutionnelle, le thème dont vous parlez, l'Italie a beaucoup combattu pour que cela ne se transforme pas en quelque chose d'autre. Une République parlementaire c'est donc le Parlement qui dicte et qui assure la confiance au gouvernement. Il est tout à fait évident que tous types de polémiques sur ces sujets soient respectables, toutes les polémiques sont respectables.

Mais je le dirais en souriant, au-delà des polémiques de la part des syndicats de gauche, de la Ligue du Nord, du mouvement de GRILLO, de Forza Italia, nous, avec beaucoup de sérénité, le sourire aux lèvres, nous avons une mission, à savoir emmener l'Italie vers le futur. Ni les polémiques, ni rien ne nous arrêtera.

Camille LANGLADE, I Télé, Canal+ : Monsieur le Président, une question d'agenda, puisque tout

a l'heure, dans quelques minutes, vous recevez le président du CRIF et le président du Conseil français du culte musulman. Pourquoi cette réunion se tient-elle à l'Élysée ? Faut-il réconcilier ces deux communautés ? Hier, lors du dîner du CRIF, vous avez employé une expression « Français de souche », qui a pu être mal comprise par certains. Est-ce que vous pouvez expliquer l'usage, l'emploi de cette expression ? Merci.

Le Président : Pour ceux qui m'ont écouté hier soir, il n'y avait pas de doute à avoir. Je me suis distingué de cette expression justement pour faire en sorte de bien comprendre à quoi nous avons affaire. A un antisémitisme qui, hélas, s'est répandu et qui touche tous nos concitoyens, qui peuvent être perdus, qui peuvent retrouver des relents de haine, soit par des traditions de l'extrême droite française, soit hélas, par une haine d'Israël, que j'ai évoquée hier.

Alors, dans ces moments-là, lorsqu'il y a autant de sensibilités, où il y a autant de gravité, j'ai rappelé ce qu'avaient été les épreuves du début du mois de janvier. Je fais en sorte de rassembler les Français, de les réunir et de faire en sorte qu'il n'y ait aucun doute sur notre volonté commune, de lutter ensemble contre le racisme, contre l'antisémitisme, contre toutes les discriminations, de dénoncer avec la même force tous les actes, tous les faits antisémites, racistes, anti-musulmans et il y en a eu de nombreux.

C'est le sens de la rencontre que j'ai souhaitée cet après-midi, à leur demande, le président du Conseil du culte musulman, le président du CRIF, pour les institutions juives, pour envoyer ce message-là. Ce message d'unité, ce message de solidarité et ce message aussi, d'apaisement. Nous en avons besoin. C'est l'esprit du 11 janvier qui doit, à chaque fois, nous élever, au-delà des mots qui peuvent être utilisés et qui parfois on l'a vu peuvent créer d'inutiles polémiques. Merci.